



# **LES 10 IDÉES REÇUES CONTRE L'ACTION CLIMATIQUE**

**Mémo à l'attention  
de la Place financière de Paris**



# LES 10 IDÉES REÇUES CONTRE L'ACTION CLIMATIQUE : Mémo à l'attention de la Place financière de Paris

## Écriture :

Louis-Maxence Delaporte, chargé de campagne Finance zéro fossile  
Lucie Pinson, fondatrice et directrice

## Contribution :

Paul Schreiber, chargé de campagne Régulation & Banques centrales  
Claire Maraval, chargée de campagne Transition énergétique  
Maude Lentilhac, analyste Politiques sectorielles  
Henri Her, analyste Energie  
Anaïs Lehnert, responsable Communication

## Mise en page :

Jordan Jeandon, designer

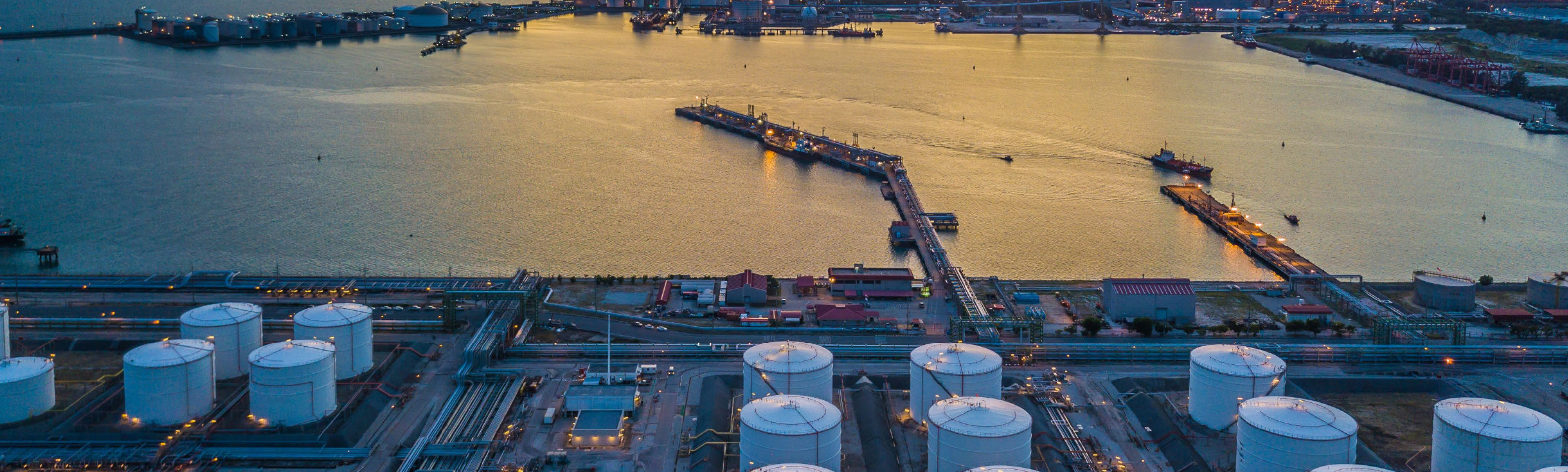
## Date de publication :

Novembre 2022

# TABLE DES MATIÈRES

Introduction	4
<b>Idée reçue #1</b> Nous finançons le monde tel qu'il est	6
<b>Idée reçue #2</b> L'objectif 1.5°C n'implique pas nécessairement l'arrêt de l'expansion	8
<b>Idée reçue #3</b> Il faut trouver des alternatives au gaz russe	10
<b>Idée reçue #4</b> Le gaz est une énergie de transition	12
<b>Idée reçue #5</b> Nous soutenons les entreprises en transition	14
<b>Idée reçue #6</b> Le dialogue doit être privilégié à l'exclusion	16
<b>Idée reçue #7</b> Les profits des énergies fossiles financent le vert	18
<b>Idée reçue #8</b> Seuls les projets les plus polluants sont à exclure	20
<b>Idée reçue #9</b> Remplaçons les puits existants par d'autres moins polluants	22
<b>Idée reçue #10</b> Les infrastructures d'énergies fossiles ne sont pas polluantes	24





# INTRODUCTION

La Place financière de Paris aime se positionner comme en avance sur ses pairs en matière de lutte contre les dérèglements climatiques. Il est vrai que la quasi-totalité des grands acteurs financiers français ont su montrer l'exemple en s'engageant à sortir du charbon. Mais aujourd'hui, et alors qu'il nous faut réduire de moitié les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 pour être en mesure de prétendre limiter le réchauffement à 1,5°C,<sup>1</sup> la majorité continue de soutenir l'expansion pétro-gazière, y compris dans les secteurs non conventionnels dont le ministre Bruno Le Maire leur a pourtant demandé de sortir d'ici 2030.<sup>2</sup>

Les grandes banques BNP Paribas, Crédit Agricole, Société Générale, BPCE/Natixis continuent de financer directement et indirectement de nouveaux projets d'exploration et d'extraction de pétrole et de gaz ainsi que la construction d'infrastructures

de transport telles que des terminaux de gaz naturel liquéfié. Il en est de même des grands investisseurs, parmi lesquels se trouvent le géant européen de la gestion d'actifs, Amundi. La filiale du Crédit Agricole continue non seulement de verser des nouveaux capitaux aux entreprises à l'avant-garde de l'expansion des énergies fossiles, mais elle soutient même par ses votes en assemblée nationale l'adoption de stratégies allant à l'encontre de l'objectif de 1,5°C. Enfin, les (ré)assureurs français AXA et SCOR affichent eux aussi des pratiques en décalage avec leurs propres engagements en matière climatique et c'est du côté de leurs pairs allemands et suisses qu'il faut se tourner pour trouver des politiques cohérentes répondant à l'impératif de cesser l'expansion pétro-gazière.

En 2021, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) surprenait toute le monde en ne laissant aucun nouveau projet de production

pétrolière et gazière dans son scénario Net Zero.<sup>3</sup> D'aucuns y compris sur la Place financière de Paris, ont tenté de réduire le rapport à un document politique, qui ne saurait concerner les acteurs financiers ou indiquer à lui seul la marche à suivre. Mais le directeur de l'AIE, Fatih Birol n'a cessé de rappeler les acteurs financiers à cette conclusion, rejoint par le secrétaire général des Nations-Unies et la campagne onusienne Race to Zero. En octobre 2022, la dernière version du World Energy Outlook<sup>4</sup> de l'AIE achève de couper l'herbe sous le pied de ceux qui utilisent le contexte énergétique tendu en soulignant que "personne ne doit s'imaginer que l'invasion de la Russie peut justifier une vague de nouvelles infrastructures pétrolières et gazières dans un monde qui veut atteindre des émissions nettes nulles d'ici à 2050".

L'arrêt de l'expansion pétrolière et gazière s'impose donc comme un impératif non discutable qui s'impose à tous les acteurs financiers français qui se sont engagés, en rejoignant la Glasgow Financial Alliance for Net Zero (GFANZ),<sup>5</sup> à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 suivant une trajectoire

1,5°C. Ils seraient d'autant plus avisés de le reconnaître qu'il est peu probable qu'ils soient en mesure de le respecter pleinement immédiatement. En effet, 96% des entreprises du secteur développant de nouveaux projets, il s'agirait plutôt de stopper les soutiens directs à des nouveaux projets et d'adopter un jeu de mesures permettant de stopper progressivement les soutiens indirects à l'expansion, en se donnant une chance de convaincre les entreprises du secteur de renoncer à leurs plans climaticides. Autrement dit, il s'agit d'agir maintenant pour prendre le moins de retard possible.

Déjà une quinzaine d'acteurs financiers français, de petite et moyenne taille, se sont engagés dans cette direction. Ce briefing vise à encourager les autres à les rejoindre, en réfutant une à une les 10 idées reçues souvent énoncées par les poids lourds de la Place pour justifier le maintien de leurs soutiens à l'expansion pétro-gazière.





# IDÉE REÇUE #1

## NOUS FINANÇONS LE MONDE TEL QU'IL EST

De nombreux acteurs financiers justifient leur exposition et leurs soutiens aux entreprises des énergies fossiles en faisant valoir leur rôle de soutien à l'économie telle qu'elle est aujourd'hui. D'après eux, notre modèle économique étant aujourd'hui carboné et reposant sur les énergies fossiles - qui représentent 88% des émissions de gaz à effet de serre<sup>6</sup> - les banques, assureurs et investisseurs financent naturellement les entreprises du charbon, du pétrole et du gaz.

Le raisonnement est implacable mais fait l'impasse sur un point majeur : l'objectif que se sont donné la majorité des acteurs financiers français de limiter le réchauffement à 1,5°C nécessite de revoir en profondeur leurs

manières de soutenir l'économie afin d'en soutenir la transformation. Ainsi, il ne s'agit pas tant de ne plus financer les entreprises des énergies fossiles, mais d'encadrer ces financements de règles. Ces règles doivent non seulement empêcher les acteurs financiers d'aggraver les dérèglements climatiques via leurs soutiens directs ou indirects aux nouveaux projets de production pétro-gazière, mais aussi aider à la sortie de ces secteurs, comme requis pour limiter le réchauffement à 1,5°C. Cette double logique est d'ailleurs au cœur de leurs propres engagements climatiques en tant que membres des alliances de la Glasgow Financial Alliance For Net Zero (GFANZ) et signataires de l'initiative onusienne Race to Zero.

Nous nous dirigeons actuellement vers un réchauffement de +3°C dès 2060 et les émissions de gaz à effet de serre continueraient à augmenter jusqu'en 2080, selon les politiques prévues.<sup>7</sup> Limiter le réchauffement à 1,5°C nécessite donc d'adopter de nouvelles mesures permettant de baisser drastiquement et au plus vite ces émissions. Comme reconnue depuis l'Accord de Paris, cette transformation nécessite l'action du secteur financier qui, comme stipulé par Mark Carney, co-président de la GFANZ, dès 2015 également,<sup>8</sup> a intérêt à agir pour se protéger des risques financiers liés au changement climatique.

La quasi-totalité des institutions financières françaises l'a d'ailleurs reconnu. En devenant membres des alliances de GFANZ, ils se sont engagés à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 selon un scénario 1,5°C. Ainsi, les 6 banques françaises BNP Paribas, Crédit Agricole, Société Générale, BPCE / Natixis, Crédit Mutuel et La Banque Postale sont membres de la Net-Zero Banking Alliance (NZBA) et AXA, SCOR mais aussi Crédit Agricole Assurances et Matmut ont rejoint la Net-Zero Insurance Alliance (NZIA). De nombreux détenteurs et gestionnaires d'actifs ont aussi rejoint leurs alliances respectives, avec notamment 13 détenteurs d'actifs, comprenant AXA, CNP Assurances, Groupama et la CDC, membres de la Net-Zero Asset Owner Alliance (NZAOA), et de gros acteurs français incluant Amundi, BNP Paribas AM et AXA IM signataires de la Net Zero Asset Manager Initiative (NZAM).

L'argument selon lequel les acteurs financiers sont exposés aux énergies fossiles en raison de leur rôle de soutien de l'économie telle qu'elle est va donc à l'encontre de l'action climatique et de leurs propres engagements à décarboner leurs portefeuilles pour contribuer à limiter le réchauffement à 1,5°C. A noter que cet argument n'est pas original et était déjà entendu il y a une dizaine d'années. Mais il n'était que très rarement opposé par les acteurs financiers depuis la COP21.

La science climatique est très claire et l'Agence internationale de l'énergie elle-même a indiqué que le budget carbone disponible dans un scénario 1,5°C ne permet pas de développer de nouveaux champs pétroliers et gaziers. C'est aussi la position de l'initiative Race to Zero dont les signataires, comprenant les alliances

de GFANZ et par ricochet les acteurs financiers qui en sont membres, s'engagent à adopter des mesures permettant de contribuer à l'objectif de diminuer de moitié les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 et d'atteindre ainsi la neutralité carbone d'ici 2050 suivant une trajectoire 1,5°C. Cette initiative onusienne a précisé en juin dernier les mesures que chaque acteur doit soutenir et faire figurer dans un plan de transition à publier d'ici juin 2023. Parmi elles figurent la nécessité de soutenir la sortie des énergies fossiles et l'arrêt de leur expansion.<sup>9</sup>

Les acteurs financiers doivent donc pour tenir leurs engagements mettre fin à leurs soutiens directs aux nouveaux projets pétroliers et gaziers et encadrer de manière stricte leurs soutiens indirects à ces projets. Cela implique par exemple de conditionner leurs soutiens aux entreprises du secteur pétro-gazier à l'adoption d'un plan climat comprenant l'arrêt du développement de ces nouveaux projets, en complément de l'adoption d'objectifs de baisse de leur production d'hydrocarbures et de leurs émissions d'ici 2030, de manière à s'aligner sur une trajectoire 1,5°C.

A noter enfin que les acteurs financiers resteront exposés aux énergies fossiles quand bien même ils arrêteraient dès maintenant tout nouveau soutien aux expansionnistes, notamment en raison des services financiers passés qui resteront à leur bilan le temps de leur remboursement. Il est donc important de différencier l'exposition des acteurs financiers aux énergies fossiles - acceptable - de la fourniture de nouveaux services financiers à l'expansion.

Loin de tenir leurs engagements, de nombreux acteurs financiers français continuent de soutenir de nouveaux projets de production pétrolière et/ou gazière ainsi que des entreprises qui non seulement n'ont pas de plan de sortie et de diminution de leur production pétrolière et gazière alignés avec une trajectoire 1,5°C, mais développent activement de nouveaux projets de production. C'est ainsi le cas des 4 grandes banques françaises qui ont apporté, après avoir rejoint la GFANZ, US\$8 milliards à TotalEnergies, US\$3 milliards à BP, US\$2,5 milliards à Saudi Aramco<sup>10</sup> trois entreprises qui comptent parmi les 10 plus gros développeurs de pétrole et de gaz au monde.<sup>11</sup>





## IDÉE REÇUE #2

### L'OBJECTIF 1.5°C N'IMPLIQUE PAS NÉCESSAIREMENT L'ARRÊT DE L'EXPANSION

Les acteurs financiers français soulignent l'absence de la baisse de la demande de pétrole et de gaz pour justifier leur refus de suivre les scénarios climatiques qui, pour tenir l'objectif de limiter le réchauffement à 1,5°C, modélisent la baisse de la production d'hydrocarbures d'ici 2030 et l'arrêt de l'ouverture de nouveaux projets d'extraction.

Les scénarios climatiques reposent sur différentes hypothèses dont dépendent à la

fois l'offre et la demande d'énergies fossiles. Bien que fondés sur des actions politiques fortes pour réduire la demande, le scénario de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) qui définit une trajectoire compatible avec un réchauffement à 1,5°C souligne que "les actions du côté de l'offre restent cruciales pour des transitions énergétiques ordonnées et rapides"<sup>12</sup> et ne laissent pas de place aux nouveaux projets de production et d'infrastructure pétrolières et gazières.

Alors que le développement de capacités d'énergies renouvelables s'est jusqu'à présent globalement ajouté au maintien et développement des énergies fossiles,<sup>13</sup> la transition nécessite d'agir simultanément sur le contrôle et la baisse de la demande en énergie dans certains pays et sur le passage des énergies fossiles aux énergies propres. Comme le note l'AIE, des actions politiques fortes dirigées vers la réduction de la demande fossile sont nécessaires, mais les actions du côté de l'offre restent cruciales pour une transition énergétique ordonnée et rapide. Ainsi, c'est en poussant de nouvelles alternatives tout en restreignant l'extraction de pétrole et de gaz que les consommateurs seront encouragés à se reporter vers des sources d'énergies propres. Continuer à soutenir les plans d'expansion des industries fossiles au prétexte de répondre à la demande énergétique mondiale contribue à l'inverse à l'inertie de notre mode de consommation énergétique.

Quant à la question de l'offre, un consensus scientifique existe bien sur la nécessité de ne plus développer de nouveaux champs pétroliers et gaziers. En effet, plusieurs scénarios climatiques<sup>14</sup> qui prévoient une trajectoire de réchauffement à 1,5°C, avec pas ou peu de dépassement et sans reposer sur des volumes massifs d'émissions négatives, montrent le besoin impérieux de ne plus développer de nouveaux champs et de diminuer rapidement la production pétrolière et gazière. Au-delà du scénario Net Zero (NZE) de l'AIE, c'est le cas de certains scénarios du GIEC,<sup>15</sup> ou du One Earth Climate Model (OECM)<sup>16</sup> qui a été développé sur commande de la Net-Zero Asset Owner Alliance, dont font partie 12 détenteurs d'actifs français dont AXA, BNP Paribas Cardif et Crédit Agricole Assurances.<sup>17</sup>

Parmi ces scénarios, celui de l'AIE implique une réduction conjointe de la consommation et de la production de pétrole et de gaz fossile à court terme. Celle-ci, nécessite, d'une part, de ne pas mettre en production des champs n'ayant pas d'ores et déjà obtenu leur décision finale d'investissement ("FID") avant fin 2021 et, d'autre part, de ne pas construire de nouvelles infrastructures qui nécessitent des

investissements massifs et devraient être fermées avant retour sur investissement pour suivre les trajectoires de baisse d'émissions.

Outre la fin de l'expansion pétro-gazière, le scénario Net Zero de l'AIE et la médiane des scénarios du GIEC proches de 1,5°C avec pas ou peu de dépassement et ne reposant pas sur des technologies irréalistes<sup>18</sup> prévoient aussi une baisse de la production de pétrole et de gaz d'ici 2030. Ainsi dans le scénario du GIEC précité, la production fossile devrait décroître de 30% d'ici 2030.<sup>19</sup>

Notons que, pour la première fois, tous les scénarios du World Energy Outlook 2022 - y compris le scénario "business as usual" qui n'implique pas d'actions climatiques spécifiques - projettent une baisse de la production et consommation d'énergies fossiles. Pour le scénario NZE et le scénario basé sur les engagements climatiques actuels, cette baisse intervient rapidement et repose notamment sur une réduction de la production gazière d'ici 2030. En un mot, l'âge du développement des énergies fossiles est terminé et toute ambition climatique nécessite de rompre avec les trajectoires passées.







## IDÉE REÇUE #3

### IL FAUT TROUVER DES ALTERNATIVES AU GAZ RUSSE

La guerre en Ukraine et les bouleversements causés sur le marché énergétique sont utilisés par certains acteurs financiers comme une raison supplémentaire de repousser l'action à plus tard et remettre en question les conclusions scientifiques concernant le nécessaire arrêt de l'expansion pétro-gazière.

Pourtant, comme le souligne l'Agence internationale de l'énergie (AIE), les perturbations qui en résultent ne remettent pas profondément en question cet impératif et appellent au contraire à accélérer l'action climatique. Les solutions à la crise actuelle

sont identiques à celles à mettre en place pour répondre à l'urgence climatique : sobriété, efficacité énergétique et énergies renouvelables. A contrario, les développements de nouveaux champs et d'infrastructures de transport tels que des terminaux de gaz naturel liquéfié (GNL) annoncés en réaction aux sanctions mises en place par l'Union européenne et à la diminution des livraisons de gaz par la Russie sont disproportionnées par rapport aux besoins d'approvisionnement en gaz en plus d'être inadaptées pour répondre à une situation d'urgence.

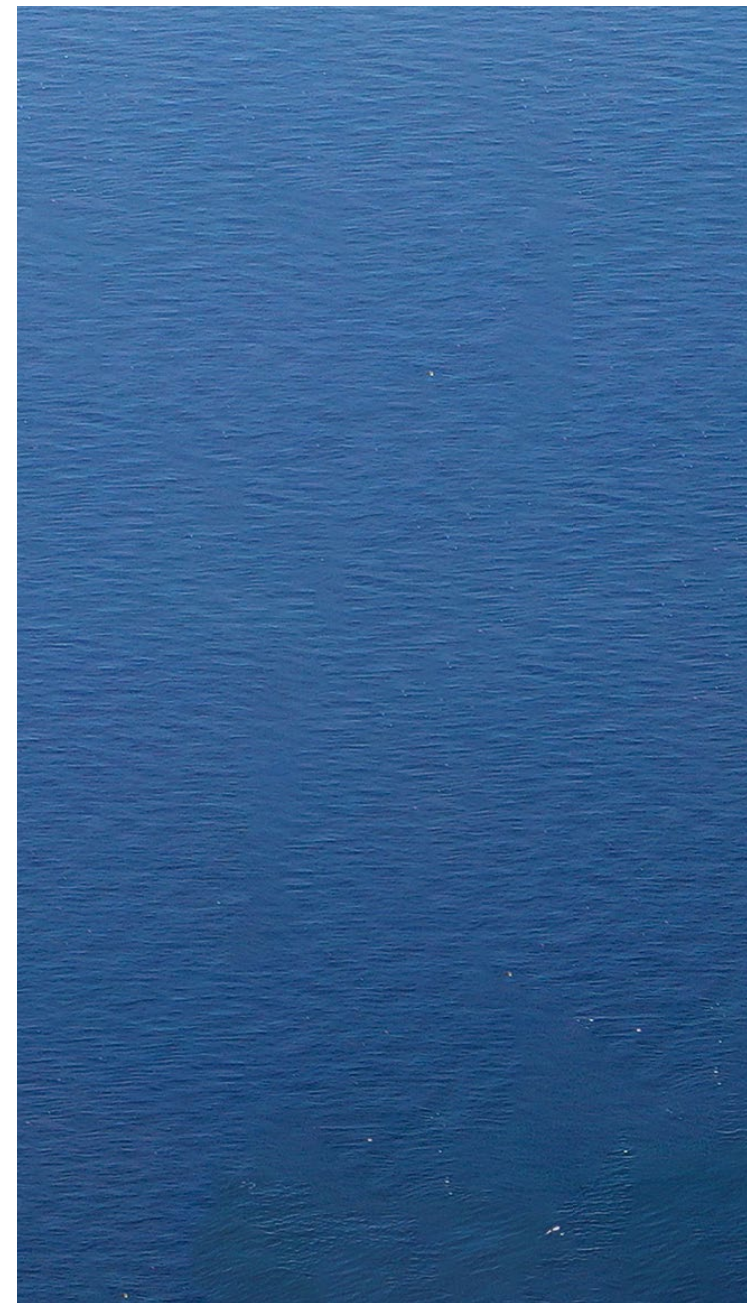
Rappelons tout d'abord que les champs gaziers russes continuent d'être opérationnels et que le gaz produit est toujours exporté pour répondre à la demande asiatique, ainsi qu'europpéenne.<sup>20</sup> Par ailleurs, ce qui est présenté comme une solution à une crise actuelle représente un problème de long terme.

Le déploiement de nouvelles infrastructures d'importation de gaz ne saurait répondre aux défis auxquels l'Europe fait actuellement face. En effet, <sup>21</sup> en Europe, il faut en moyenne plus de 5 ans entre le moment où un terminal de regazéification terrestre est proposé et celui où il est opérationnel.<sup>22</sup> En comparaison, le déploiement des énergies renouvelables peut être bien plus rapide, d'autant que la Commission européenne vient de réduire le délai d'obtention des permis pour le déploiement d'énergies renouvelables - la phase la plus chronophage - à un an maximum.<sup>23</sup> En complément du déploiement des renouvelables, la sobriété et l'efficacité énergétique sont des moyens rapides de réduire la demande en gaz.<sup>24</sup> L'AIE souligne ainsi que doubler d'ici 2030 le rythme d'amélioration de l'efficacité énergétique (de 2% à 4% par an) permettrait de réduire la production de pétrole de 30 millions de barils par jour et la production de gaz de 650 milliards de mètres cubes par an, soit 3 fois la production pétrolière russe en 2021 et 4 fois les importations de gaz russe par l'Union européenne.<sup>25</sup>

Par ailleurs, étant donné la pression à laquelle l'Europe fait face sur le marché gazier,<sup>26</sup> avec notamment une forte compétition entre la demande européenne et asiatique, de nouvelles capacités d'importation ne permettent pas automatiquement une hausse des importations.

Enfin, les capacités d'importation européennes existantes sont de plus déjà suffisantes pour répondre à la demande. En effet, avant la guerre en Ukraine, les 48 infrastructures d'importation de GNL qui étaient déjà opérationnelles<sup>27</sup> étaient loin de fonctionner à plein régime : les capacités d'importation de gaz en Europe étaient telles que la région pouvait alors satisfaire presque deux fois sa consommation.

Surtout, construire de nouveau projet d'infrastructure d'importation participerait soit au dépassement du budget carbone restant pour limiter le réchauffement à 1.5°C, soit à la création d'actifs échoués. Si l'Europe est sérieuse dans ses ambitions climatiques elle doit rapidement réduire sa consommation de gaz. Ainsi, les infrastructures gazières préexistantes sont plus que suffisantes pour satisfaire la demande européenne projetée dans les scénarios climatiques de la Commission européenne ou encore de l'AIE en l'absence de gaz russe. Les acteurs financiers de la Place seraient donc avisés de ne pas apporter leur soutien aux terminaux<sup>28</sup> qui ont été proposés depuis le début de la guerre et qui feraient presque doubler la capacité d'importation de GNL opérationnelle en Europe.







## IDÉE REÇUE #4

### LE GAZ EST UNE ÉNERGIE DE TRANSITION

Certains acteurs financiers prônent le gaz comme une énergie de transition, dont le développement devrait être soutenu afin de se substituer au charbon.

Le gaz fossile est pourtant une énergie fortement émettrice de gaz à effet de serre tout au long de son cycle de vie. S'il a été intégré dans la taxonomie européenne<sup>29</sup> comme une

activité de transition, c'est pour des centrales à gaz, suivant certaines conditions, et contre l'avis des experts finance durable de la Commission européenne, de scientifiques et de nombreux acteurs de la finance durable. Il n'est donc pas correct d'utiliser ce motif pour justifier le soutien à de nouveaux projets de champs gaziers.

L'inclusion de la production d'électricité à partir de gaz dans la taxonomie - sous certaines strictes conditions et en tant qu'activité de transition - sert de prétexte à certaines institutions financières, dont AXA, pour justifier le soutien aux nouveaux projets d'extraction gazière. Cette inclusion est pourtant le résultat d'un compromis politique et d'un lobbying intensif de l'industrie gazière, et s'est faite contre l'avis des propres experts finance durable de la Commission européenne, de scientifiques et de nombreux acteurs de la finance durable.<sup>30</sup> Par ailleurs, la confusion est faite entre l'extraction gazière et la production d'électricité, la taxonomie ne plaçant pas les nouveaux projets d'extraction de gaz fossile, ni d'infrastructures de gaz naturel liquéfié, dans cette catégorie.

Plus globalement, de nombreux acteurs se rangent derrière l'idée répandue selon laquelle le gaz serait une énergie de transition, voire une énergie propre. Pourtant, le gaz est bien une énergie fossile dont il est urgent d'organiser la sortie. Les scénarios du GIEC compatibles avec un réchauffement limité à 1,5°C avec pas ou peu de dépassement sans reposer sur des hypothèses irréalistes de déploiement de technologies de capture de carbone ou des émissions négatives soulignent que la production de gaz devrait avoir déjà atteint un pic mondial et doit baisser de plus de 30% d'ici 2030 et de 65% d'ici 2040 par rapport à 2020.<sup>31</sup> Quant à l'AIE, elle souligne que loin de signer un retour du gaz, la crise actuelle a "mis à mal la crédibilité du gaz comme énergie de transition". Le scénario NZE mis à jour dans le World Energy Outlook 2022 de l'AIE nécessite une baisse rapide de la production et de la consommation de gaz fossile (-22% de production d'ici 2030).<sup>32</sup> Même dans le scénario APS de l'AIE, largement insuffisant pour limiter le réchauffement à 1.5°C et qui repose uniquement sur les engagements déjà pris par les Etats et organisations, la production de gaz fossile diminue d'ici 2030.

Si la combustion du gaz émet environ deux fois moins de CO<sub>2</sub> que celle du charbon,<sup>33</sup> le gaz demeure toutefois une énergie fossile composée principalement de méthane, un gaz à effet de serre au pouvoir réchauffant 86 fois plus puissant que le CO<sub>2</sub> sur 20 ans et

responsable d'environ 30% de l'augmentation des températures mondiales depuis la révolution industrielle. Contrairement au charbon, le gaz émet davantage en amont, dès son extraction et pendant son transport.

Quand les acteurs financiers se réfèrent aux besoins des pays en développement pour justifier leurs soutiens au gaz, et mettent en avant les bénéfices climatiques fantasmés d'un passage du charbon au gaz, de nombreuses communautés se mobilisent, elles, pour empêcher la construction de nouvelles infrastructures gazières qui ne feraient qu'alourdir leur dépendance aux énergies fossiles et dans le même temps leur vulnérabilité. C'est ainsi le cas d'organisations réunies dans la campagne Don't Gas Africa<sup>34</sup> et qui appellent au déploiement d'une énergie renouvelable décentralisée mieux à même de répondre aux besoins des 600 millions de personnes qui n'ont pas ou difficilement accès à l'énergie sur le continent africain.







## IDÉE REÇUE #5

### NOUS SOUTENONS LES ENTREPRISES EN TRANSITION

De nombreux acteurs financiers français tentent de justifier le maintien de leurs soutiens à des entreprises qui développent de nouveaux projets pétroliers et gaziers en les qualifiant d'entreprises "en transition".<sup>35</sup> L'argument est d'autant plus facile qu'il est rarement justifié ou soutenu d'éléments scientifiques robustes. Le qualificatif "en transition" est le plus souvent utilisé pour qualifier TotalEnergies et les autres entreprises intégrées européennes. Ces entreprises ayant des objectifs climatiques et s'étant engagées à atteindre le bon point d'arrivée en 2050 - à savoir la neutralité carbone - qu'importe qu'elles n'entendent pas suivre la bonne trajectoire en termes d'émissions de gaz à effet de serre. Leur développement dans les énergies renouvelables suffit lui à faire oublier leur expansion dans les énergies fossiles.

L'initiative Climate Action 100+, qui regroupe 700 investisseurs pesant collectivement US\$68 000 milliards, a analysé les plans climat de 39 entreprises pétrolières et gazières comptant parmi les plus émettrices de gaz à effet de serre.<sup>36</sup> Sa conclusion, rendue publique en octobre 2022, est qu'aucune de ces entreprises, comprenant les cinq majors pétro-gazières européennes, ne dispose de plan de transition compatible avec un scénario 1.5°C.<sup>37</sup> En particulier, aucune n'aligne ses plans d'investissements avec un tel objectif. Logique puisque toutes continuent d'explorer de nouvelles réserves d'hydrocarbures, signe que l'arrêt du développement de nouveaux projets pétroliers et gaziers n'est pas pour demain.

L'absence de développement de nouveaux projets pétroliers et gaziers reconnus scientifiquement incompatibles avec le budget carbone restant pour limiter le réchauffement à 1,5°C devrait être une condition sine qua non pour pouvoir considérer qu'une entreprise est en transition. Aujourd'hui, quasiment aucune entreprise du secteur ne remplit cette condition : 96% des producteurs de pétrole et gaz explorent ou prévoient de développer de nouvelles réserves d'hydrocarbures selon la Global Oil and Gas Exit List.<sup>38</sup> Les entreprises intégrées du secteur pétro-gazier ne font pas exception, pas même les européennes qui sont pourtant celles le plus souvent concernées par la formulation d'« entreprises en transition » utilisée par les acteurs financiers. Les majors européennes BP, Shell, TotalEnergies, Equinor, Eni et Repsol font pourtant partie des principaux développeurs de pétrole et de gaz au monde, représentant 9% des plans d'expansion à court terme et 8% des dépenses d'investissements totales dans l'exploration pétro-gazière entre 2019 et 2021. En se fondant sur les propres objectifs et reporting de ces entreprises, on constate qu'elles auront toutes consommé l'intégralité de leur budget carbone pour tenir l'objectif +1,5°C au plus tard d'ici 2040 et émettront en excès au-delà.<sup>39</sup>

L'orientation de leurs investissements ne laisse pas présager de changements significatifs dans les années à venir. Une récente étude de Rystad Analytics révèle que 85% des investissements réalisés en 2021 par 6 entreprises internationales ExxonMobil, Shell, Chevron, TotalEnergies, Equinor et BP, ont été alloués à l'exploration et la production de pétrole et de gaz.<sup>40</sup> Il en est de même pour Eni et Repsol pour qui ce taux est de 75 à 65% respectivement. Par conséquent, les énergies renouvelables ne représenteront pas plus de 22% de leur mix énergétique d'ici à 2030.<sup>41</sup>

Si leurs plans d'expansion disqualifient automatiquement ces entreprises qui ne peuvent être considérées comme étant en transition, il est intéressant de se pencher sur les autres arguments avancés par des acteurs financiers pour justifier le maintien de leurs soutiens. L'avance relative de ces entreprises par rapport à leurs pairs est souvent soulignée

et particulièrement le fait qu'elles ont adopté des cibles de décarbonation. Cependant, non seulement ces cibles sont souvent parcellaires et ne portent que sur une partie des émissions liées aux activités des entreprises, mais elles sont souvent formulées en termes d'intensité carbone, ce qui ne garantit pas une réduction des émissions en valeur absolue et encore moins une réduction suffisante et dans les temps impartis pour éviter un dépassement très important de l'objectif de 1,5°C.

Malheureusement, nombreux sont aujourd'hui les acteurs financiers à se référer au Transition Pathway Initiative (TPI) pour justifier leurs soutiens à des entreprises en transition voire "alignées 1,5°C". Ce think tank qui analyse les trajectoires futures de s'émissions de gaz à effet de serre de ces entreprises<sup>42</sup> a jugé TotalEnergies, Eni et Occidental Petroleum alignés avec l'objectif de limiter le réchauffement à 1,5°C. Mais le TPI ne considère que les cibles que les entreprises se donnent en intensité carbone. Or, une trop haute intensité carbone d'ici 2050 signifie bien que TotalEnergies émettra trop de gaz à effet de serre pour chaque unité d'énergie produite. Ainsi, les émissions absolues de la major d'ici à 2050 seront bien supérieure à ce que prévoit le scénario Net Zero de l'AIE.

Plus brièvement, les investisseurs de la Place, membres du CA100+, seraient bien avisés de suivre les conclusions de leur propre évaluation des plans climat adoptés par les entreprises pétrolières et gazières les plus polluantes : à ce jour, deux tiers des projets prévus par les entreprises du secteur qui sont couvertes par l'initiative ne sont pas compatibles avec un scénario 2°C et aucune n'est alignée avec un scénario 1,5°C.





## IDÉE REÇUE #6

### LE DIALOGUE DOIT ÊTRE PRIVILÉGIÉ À L'EXCLUSION

**De nombreux détenteurs ou gestionnaires d'actifs français font valoir qu'il est préférable de dialoguer avec les entreprises du secteur pétro-gazier plutôt que de les exclure.**

**Pourtant, l'initiative Climate Action 100+ (CA100+) qui regroupe 700 investisseurs détenant collectivement US\$68 000 milliards, reconnaît elle-même que les entreprises engagées collectivement pendant ces 5 dernières années n'ont toujours pas adopté de stratégies crédibles de décarbonation.<sup>43</sup> Il faut dire qu'en France, aucun grand investisseur, à l'exception de CNP Assurances, ne demande aux entreprises pétrolières et gazières de cesser**

**d'ouvrir de nouveaux projets de production, que rares sont ceux avec des demandes précises, et qu'encore plus rares sont ceux qui accolleraient ces demandes d'une date butoir et d'un processus d'escalade pouvant mener au désinvestissement en cas de dialogue infructueux est peu efficace. Pire, les banques et assureurs n'ont aucune politique publique permettant de donner corps à leur volonté d'engager et de peser sur les stratégies climat de leurs clients. En l'état, l'argument avancé par de trop nombreux acteurs de la Place apparaît surtout comme un alibi pour continuer à soutenir certaines entreprises polluantes malgré l'urgence climatique.**

Pour un certain nombre d'institutions financières, l'engagement des entreprises du secteur pétrolier et gazier serait plus efficace que l'exclusion. L'efficacité de l'engagement tel qu'il est pratiqué aujourd'hui est pourtant loin d'être démontrée. Lancée il y a 5 ans à l'initiative d'investisseurs, la coalition CA100+ engage plus de 160 entreprises dont 39 du secteur pétrolier et gazier en vue de les pousser à rendre publiques les informations relatives à leur exposition aux risques financiers liés au climat, à intégrer la question climatique à leur gouvernance et à adopter des objectifs de réduction de leurs émissions. Les résultats sont toutefois très mitigés : en 2022, le CA100+ révélait que seulement 19% des plus gros pollueurs avaient une stratégie de décarbonation chiffrée, 10% avaient des objectifs à court terme suffisants et 10% avaient aligné leurs investissements sur l'objectif de limiter le réchauffement à 1,5°C.<sup>44</sup>

Le problème n'est pas l'engagement en tant que tel, mais la manière dont il est mené ou mis en avant, pour écarter l'option du désinvestissement ou favoriser une stratégie de "petits pas" en vue de retarder une action climatique forte. Quelques conditions doivent être remplies pour garantir son efficacité, et notamment son intégration à une démarche plus large articulant l'engagement et l'exclusion. Comme les deux faces d'une même pièce, chacun est nécessaire à l'efficacité de l'autre, et doit être utilisé en complémentarité de l'autre. Si l'établissement d'un dialogue avec les entreprises est clé pour acquérir une connaissance précise des enjeux de chaque secteur, la menace de l'exclusion est absolument nécessaire pour rendre crédibles les demandes formulées à travers l'engagement - a fortiori lorsque ces demandes engendrent des évolutions stratégiques et opérationnelles profondes, comme c'est souvent le cas sur les enjeux climatiques. L'engagement rend inversement acceptable l'exclusion aux yeux des émetteurs.

Notons que l'AFG elle-même a souligné la complémentarité de l'engagement avec les entreprises pétro-gazières avec des mesures d'exclusion.<sup>45</sup> L'étude des pratiques réelles des investisseurs démontre également que les acteurs précurseurs pour l'adoption de

politiques d'exclusion sont également les plus actifs en matière d'engagement. A l'inverse les critiques les plus virulents de l'exclusion ont généralement un bilan modeste voire médiocre en matière d'engagement.<sup>46</sup>

Mais encore faut-il porter des demandes précises et permettant des baisses immédiates des émissions de l'entreprise. Or, tel est rarement le cas. Une étude menée par Reclaim Finance montre qu'aucun des 30 plus gros gestionnaires d'actifs européens, incluant Amundi, BNP Paribas AM et AXA IM, ne demande aux entreprises pétrolières et gazières de renoncer à leurs plans d'expansion dans le secteur ou de baisser leur production d'hydrocarbures.<sup>47</sup> Alors que le vote est un des principaux outils à la disposition des investisseurs pour peser sur la stratégie des entreprises de leur portefeuille, tous ont voté en faveur de nombreux plans dit climat qui autorisent en réalité de nombreux nouveaux projets pétroliers et gaziers. Ils ont ainsi tous les trois voté pour le Say on Climate de TotalEnergies, qui est pourtant la 7ème entreprise au monde à prévoir le plus grand nombre de nouveaux projets de production pétrolière et gazière.<sup>48</sup>

De manière générale, presque tout reste à faire de la part des acteurs financiers de la Place de Paris pour se doter de politiques robustes et crédibles en matière d'engagement, y compris de la part des investisseurs pourtant déjà mieux outillés que les banques et les assureurs. En leur absence, le discours pro-engagement de nombreux piliers financiers des énergies fossiles ressemble à une instrumentalisation du dialogue avec les entreprises pour justifier à peu de frais la poursuite d'investissements "business as usual".





## IDÉE REÇUE #7

### LES PROFITS DES ÉNERGIES FOSSILES FINANCENT LE VERT

Les entreprises diversifiées du secteur pétrolier et gazier sont régulièrement mises en avant par les grands noms de la Place de Paris comme une partie intégrante de la solution à la crise climatique. Elles seraient les seules à avoir les moyens de financer la transition énergétique, notamment grâce aux excédents opérationnels réalisés sur le pétrole et le gaz.

Sans se prononcer sur cette position, l'analyse de leurs états financiers démontre que leurs importants moyens ne sont que très faiblement

alloués au développement des solutions. Les flux de trésorerie opérationnels positifs de ces entreprises sont avant tout utilisés pour récompenser les actionnaires sous forme de versement de dividendes ou rachats d'actions, rembourser les prêts et obligations, et investir dans des activités d'exploration et de production de pétrole et de gaz. Les investissements aux énergies renouvelables ne captent donc qu'une minorité des profits générés au niveau des groupes.

L'idée selon laquelle des géants du pétrole et du gaz sont des acteurs clés de la solution à la crise climatique de par leur allocation considérable de moyens au développement des renouvelables est souvent reprise par les acteurs financiers français pour le cas de TotalEnergies.

En 2021, la major pétro-gazière française a alloué moins de 10% de ses flux de trésorerie opérationnels de 2021 aux énergies renouvelables, leur réservant moins de 25% de ses investissements totaux. TotalEnergies a dégagé des flux de trésorerie opérationnels positifs de US\$30,4 milliards en 2021 et a disposé de US\$21,3 milliards de trésorerie à la fin de l'exercice. US\$10,2 milliards ont été versés aux actionnaires la même année sous forme de dividendes (US\$8,4 milliards) et de rachats d'actions (US\$1,8 milliards). TotalEnergies a ensuite réalisé des investissements nets pour un total de US\$13,3 milliards, mais seulement US\$3 milliards ont été alloués à l'activité "Renouvelables et électricité", qui inclut les énergies renouvelables mais aussi l'électricité produite grâce aux centrales à gaz.

Pour 2022, TotalEnergies a d'ores et déjà annoncé une redistribution de 35% à 40% aux actionnaires<sup>49</sup> sous la forme d'un dividende exceptionnel et de rachats d'actions pour un montant de US\$7 milliards d'actions. Les investissements de l'entreprise devraient s'élever à US\$14-18 milliards, dont seulement un tiers pour la division "Renouvelables et électricité".<sup>50</sup> Ces projections illustrent l'absence de changement de stratégie de

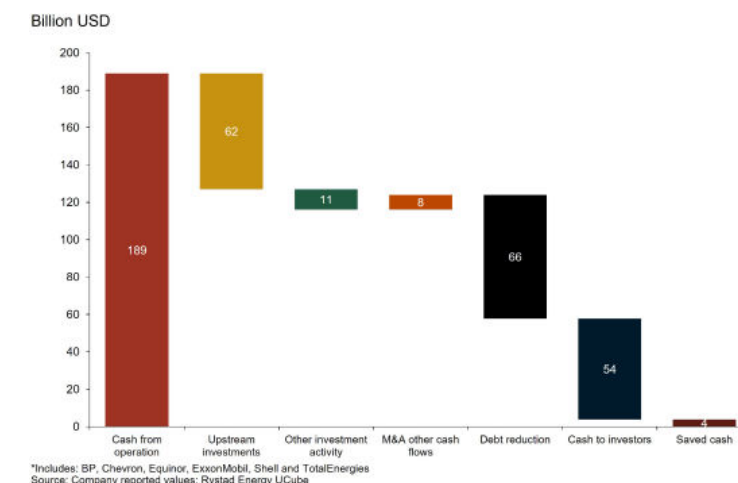
la major, qui continue de privilégier les investissements traditionnels et les intérêts de ses actionnaires aux investissements verts.

Loin d'être un cas isolé, la stratégie de TotalEnergies est emblématique de celles des majors pétro-gazières. Une analyse du cabinet d'information Rystad montre qu'en 2021 les activités non fossiles, telles que le renouvelable, sont demeurées les parents pauvres des investissements des entreprises pétro-gazières.

Les résultats records de US\$189 milliards des six grandes entreprises pétro-gazières en 2021 - ExxonMobil, Shell, Chevron, TotalEnergies, Equinor et BP - n'ont pas été orientés en priorité dans le développement de nouvelles capacités renouvelables. En effet, 63,5% des flux de trésorerie opérationnels en 2021 ont servi à racheter de la dette et des titres ainsi qu'à distribuer des dividendes. US\$73 milliards ont été réinvestis, mais seulement US\$11 milliards dans des activités autres que l'exploration et la production d'énergies fossiles, soit moins de 6% des flux de trésorerie opérationnels, et seulement 15% des investissements totaux.

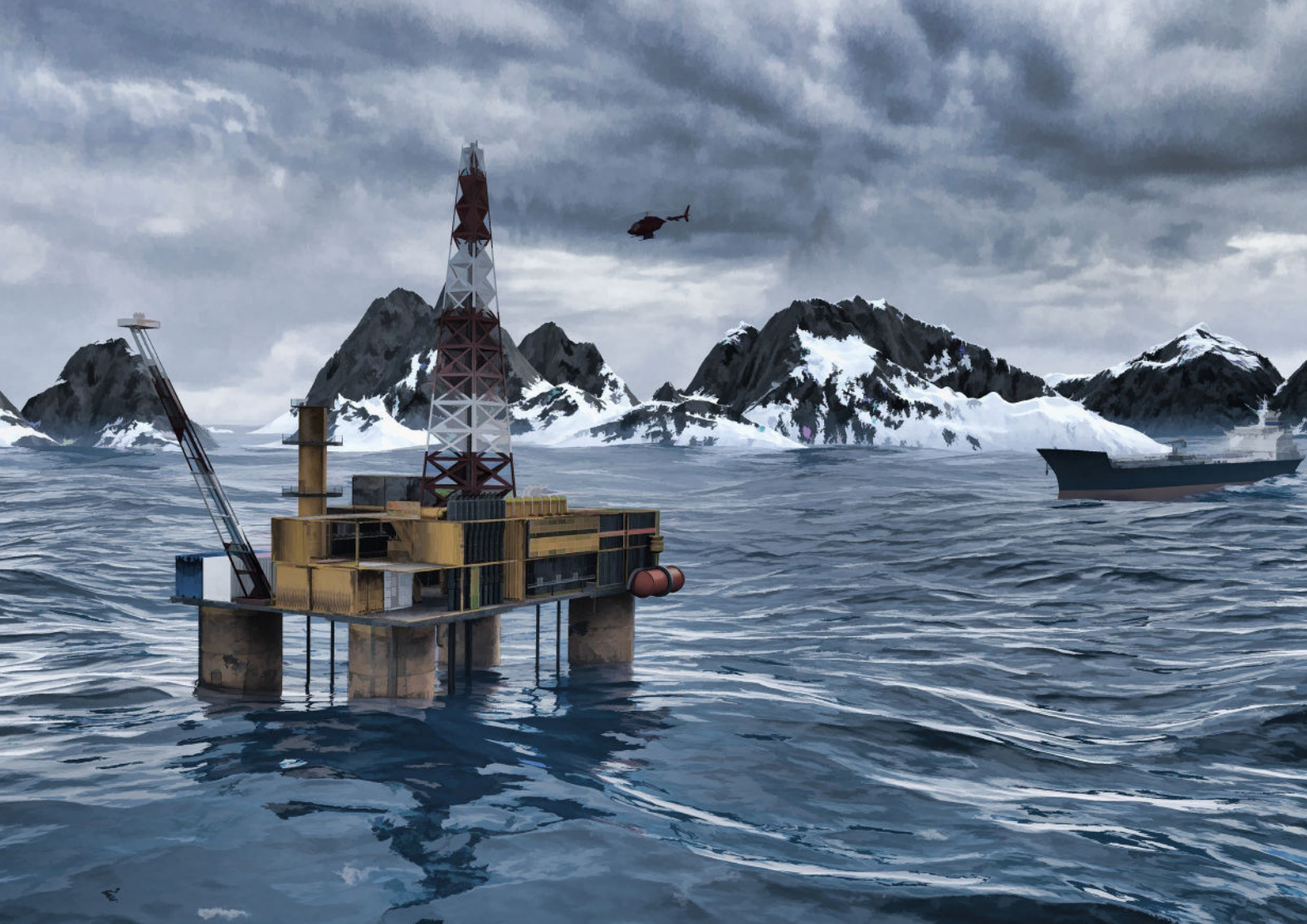
Enfin, non seulement les investissements reportés dans les énergies renouvelables sont bien minoritaires par rapport à ceux dans les énergies fossiles, mais ils sont aussi en partie dirigés vers des fusions-acquisitions et non vers un développement de nouvelles capacités.<sup>51</sup>

Répartition des flux de trésorerie des majors en 2021



Répartition des flux de trésorerie des majors en 2021, Rystad Energy UCube





## IDÉE REÇUE #8

### SEULS LES PROJETS LES PLUS POLLUANTS SONT À EXCLURE

La plupart des acteurs de la Place de Paris limitent le champ de leur politique sur le pétrole et le gaz aux hydrocarbures non-conventionnels,<sup>52</sup> selon l'idée que la progressivité de la sortie des énergies fossiles justifie de n'exclure dès maintenant que les projets plus sales et plus risqués.

Si une approche séquencée peut se justifier, elle ne l'est que pour l'organisation de la sortie des énergies fossiles et non pour l'arrêt de l'expansion. En effet, il est légitime, pour des critères de durabilité, de sortir d'abord des

énergies fossiles non conventionnelles, avant de sortir du pétrole et du gaz conventionnels. C'est l'objectif de la demande faite par le ministre Bruno Le Maire aux acteurs financiers lors du Climate Finance Day de 2020.<sup>53</sup> Cependant, tout nouveau champ pétrolier et gazier est incompatible avec l'objectif 1,5°C, qu'il soit conventionnel ou non conventionnel. Comme l'ont souligné l'ACPR et l'AMF dans leurs derniers rapports,<sup>54</sup> il est donc nécessaire d'adopter des stratégies portant sur toute la production pétrolière et gazière et permettant d'endiguer son expansion.

En 2020, le ministre Bruno Le Maire a appelé les acteurs financiers français à compléter leurs stratégies de sortie du charbon de politiques de sortie des énergies fossiles non conventionnelles. L'objectif : ne plus y être exposés et ne plus les soutenir au-delà de 2030. Les pétrole et gaz non-conventionnels concentrent de nombreux risques ESG et tendent à être plus risqués pour le climat, l'environnement et la biodiversité que les projets conventionnels. Ils sont par ailleurs souvent associés à des violations des droits humains, en particulier pour les populations autochtones. Viser une sortie de ces secteurs en vue de se désengager progressivement de l'ensemble du secteur pétrolier et gazier peut donc être justifié.

En revanche, cela ne saurait concerner que l'organisation de la sortie des énergies fossiles et non l'arrêt de l'expansion. Qu'ils soient conventionnels ou non, tout nouveau champ pétrolier et gazier menace l'objectif de limiter le réchauffement à 1,5°C. Il est donc impératif d'adopter des mesures visant à ne pas soutenir directement ou indirectement le développement de tels nouveaux projets, tout en travaillant à pousser les entreprises pétrolières et gazières à adopter une stratégie de sortie des hydrocarbures, qui peut quant à elle viser les non conventionnels avant les conventionnels.

Par ailleurs, il faut noter que la majorité des acteurs financiers français échouent à prendre en compte l'impératif de l'arrêt de

l'expansion quand bien même ils n'agissent que sur les non conventionnels. Nombre d'entre eux n'adoptent des politiques que sur certains types de pétrole et gaz non conventionnels - le gaz et pétrole de schiste, les sables bitumineux, le pétrole extra-lourd et certains projets en Arctique - quand le comité scientifique et d'expertise de l'Observatoire de la finance durable considère les forages offshore ultra-profonds et le gaz de couche comme relevant également des hydrocarbures non conventionnels.<sup>55</sup> De plus, très rares sont ceux qui se sont engagés sur des dates de sortie de certains pans du secteur, et la majorité des principaux acteurs continuent de soutenir leur expansion. En effet, les banques françaises ont mis un terme à leurs soutiens directs aux nouveaux projets, mais continuent de financer des entreprises qui les développent.<sup>56</sup> Or, les financements directs à des nouveaux projets ne représentent qu'une très faible partie des sources de financements des entreprises du secteur pétrolier et gazier. Il existe aussi des politiques à géométrie variable qui refusent certains projets d'énergies fossiles, non pas en fonction des caractéristiques des projets, mais en fonction du profil des entreprises. C'est par exemple le cas de l'assureur AXA, qui s'est engagé à ne plus assurer les risques liés aux nouveaux projets de production pétrolières quand ces derniers sont portés par les entreprises fortement exposées à ces énergies - les nouveaux projets développés par les autres entreprises du secteur peuvent eux toujours bénéficier des soutiens d'AXA.



**Assessments of finance for climate action need to be placed within the broader perspective of all investments and financing flows and stocks.**



*Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat, Climate Change 2022: Mitigation of Climate Change, Chapitre 15, avril 2022*





## IDÉE REÇUE #9

### REMPLAÇONS LES PUITES EXISTANTS PAR D'AUTRES MOINS POLLUANTS

Certains acteurs financiers avancent qu'il serait acceptable de continuer de soutenir l'expansion de leurs clients dans le pétrole et le gaz car ces derniers développeraient de nouveaux puits moins émetteurs en gaz à effet de serre que les précédents.

Il est vrai que des innovations technologiques permettent de réduire les émissions opérationnelles ainsi que de les anticiper, et donc de sélectionner les gisements les moins polluants à exploiter. Cependant, étant donné que les nouveaux puits s'ajoutent à ceux

déjà existants et que la grande majorité des émissions de gaz à effet de serre sont liées à la combustion des produits pétroliers et gaziers et non à la production, ces nouveaux projets n'ont pas leur place dans un scénario 1.5°C.

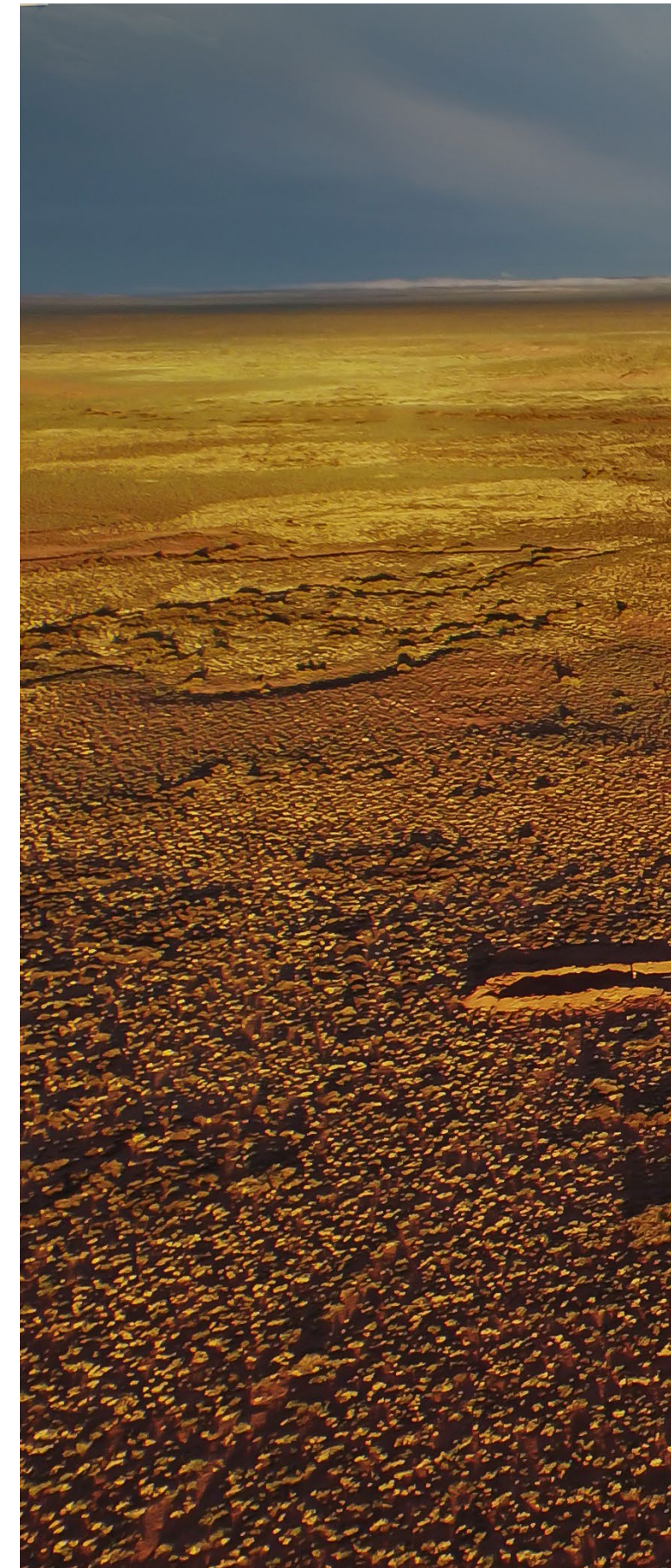
Des institutions financières font valoir qu'il serait préférable de développer de nouveaux champs d'hydrocarbures moins émetteurs, et de fermer les champs plus émetteurs déjà en opération. Bien que les nouveaux champs de pétrole et de gaz soient moins polluants grâce à l'électrification de leur processus de production, la capture de carbone ou le torchage,<sup>57</sup> ils ne viennent pas se substituer mais plutôt s'ajouter aux champs existants.

Les entreprises désireuses de décarboner leur mix sans réduire leur production ni renoncer à ouvrir de nouveaux champs vont avoir recours à la vente de leurs champs existants. Non fermés, ces champs continuent bel et bien leur production pour le compte de l'acquéreur. Alors que ce type de transaction augmente, les acquéreurs sont de plus en plus nombreux à n'avoir aucun engagement climat (+5% entre 2018 et 2021).<sup>58</sup> Les projets vendus se retrouvent donc souvent plus polluant qu'ils n'étaient à l'origine. TotalEnergies, Shell et Eni illustrent notamment ce problème à travers la vente du champ pétrolier Umuechem à l'opérateur privé Trans-Niger Oil & Gas en 2021, à la suite de quoi les émissions de torchage (flaring) ont été multipliées au moins par 5.

Ainsi, si de nouvelles technologies peuvent être déployées sur les champs existants afin de réduire leurs émissions, elles ne doivent justifier l'ouverture de nouveaux champs. C'est d'ailleurs un message de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), qui indique dans son scénario Net Zero que les nouveaux investissements dans la production pétrolière et gazière devraient être réservés aux champs existants. Ces investissements permettent à la fois de limiter les émissions de méthane et de maintenir la production des champs existants et offrent donc une réponse appropriée à la situation énergétique actuelle selon l'AIE.

Cela est d'autant plus vrai que ces technologies permettent la réduction des émissions de scope 1 et 2, c'est-à-dire les gaz à effet de serre produits directement lors de l'extraction du pétrole et du gaz ou liés à la consommation d'énergie lors du processus de production mais n'ont pas d'impact sur les émissions provenant de l'utilisation par les

clients des produits énergétiques (émissions dites de scope 3). Ces dernières émissions représentent plus de 89% des entreprises du secteur pétrolier et gazier.<sup>59</sup> Par exemple, pour les blocs où TotalEnergies est opérateur, 91% des émissions sont issues du scope 3, contre moins de 4% issu de l'activité hydrocarbure amont.<sup>60</sup>







## IDÉE REÇUE #10

### LES INFRASTRUCTURES D'ÉNERGIES FOSSILES NE SONT PAS POLLUANTES

Les politiques sectorielles des acteurs financiers français portent quasi-exclusivement sur l'exploration et la production d'énergies fossiles (upstream), ignorant les enjeux liés à la décarbonation de leur transport (midstream) et de leur transformation (downstream).

Pourtant, la science indique qu'il va nous falloir décarboner en moins de 20 ans l'intégralité du secteur de la production d'électricité et que

de nouvelles infrastructures de transport, en particulier de gaz naturel liquéfié, menacent de verrouiller des émissions incompatibles avec le budget carbone restant dans un scénario 1,5°C. Etant donné que le développement d'infrastructures de transport est aussi souvent une condition au développement de nouveaux champs, l'adoption de politiques rigoureuses visant un alignement avec une trajectoire 1,5°C requiert de s'atteler aux deux.

Le transport de gaz est souvent perçu comme neutre pour le climat ou non significatif au regard des émissions de gaz à effet de serre des autres segments de la chaîne de valeur. Toutefois, l'impact du transport n'est pas négligeable. Qui dit transport sur des centaines voire milliers de kilomètres dit fuites, qu'elles soient résiduelles et irrépessibles ou massives lors d'accidents.

Aux Etats-Unis, entre 2010 et 2022, plus de 2 600 fuites de gazoducs ont causé plus de US\$4 milliards de dommages, tué 122 personnes et libéré 750 millions de mètres cubes de méthane et de dioxyde de carbone.<sup>61</sup> Les fuites de méthane sont particulièrement néfastes pour le climat, qu'elles proviennent au cours du transport ou du traitement du gaz,<sup>62</sup> puisque le méthane a un effet de réchauffement 86 fois plus puissant que celui du dioxyde de carbone sur une période 20 ans.<sup>63</sup> Le développement du GNL va particulièrement à l'encontre des objectifs climatiques. En effet, le GNL émet jusqu'à deux fois plus d'émissions de gaz à effet de serre que le gaz fossile conventionnel, car les processus de purification, de liquéfaction, d'expédition et de regazéification sont deux fois plus énergivores que le transport de gaz fossile par gazoducs internationaux.<sup>64</sup> En effet, le passage du méthane sous forme liquide et son retour à l'état gazeux requièrent un apport énergétique - typiquement 10 à 20% du gaz entrant la chaîne de valeur - ce qui rend le carburant ainsi délivré plus polluant que le gaz classique.<sup>65</sup>

Par ailleurs, l'exploration et la production (upstream), le transport (midstream) et la distribution (downstream) des énergies fossiles ne peuvent pas être dissociées. Les nouveaux projets de pétrole et de gaz n'existent que parce qu'il y a des raffineries et usines pétrochimiques pour les transformer, des centrales thermiques pour produire de l'électricité et des infrastructures pour les transporter. En Australie, Inpex avec l'appui notamment de TotalEnergies développe le projet Ichthys LNG qui allie le développement de champs gaziers offshore avec une usine de production de GNL onshore. La production n'aurait pas pu voir le jour sans le déploiement de terminaux d'exportation de GNL car le

gaz est exploité avec un seul objectif : sa transformation en GNL pour une exportation massive vers le Japon. Avec les émissions sur l'ensemble de la chaîne de valeurs, l'impact total du projet pourrait émettre environ 590 MtCO<sub>2</sub> sur l'ensemble de sa durée de vie, équivalent à 1 an d'émissions de l'Australie.<sup>66</sup> Aligner les portefeuilles financiers avec une trajectoire 1,5°C requiert donc d'agir sur l'ensemble de la chaîne de valeur. Le scénario Net Zero de l'AIE prévoit une baisse d'environ 75% des émissions de méthane provenant de l'exploitation des combustibles fossiles entre 2020 et 2030, un objectif qui ne pourra pas être atteint avec un développement de nouvelles infrastructures de transport gazier. L'agence indique qu'aucun nouveau projet de GNL ne devrait être approuvé au-delà de 2022 et que le commerce du GNL doit atteindre son pic au milieu de cette décennie.

Parallèlement, l'évaluation mondiale du méthane du programme des Nations unies pour l'environnement (UNEP) souligne que tout nouveau terminal GNL est incompatible avec un scénario 1,5°C.<sup>67</sup> Le GIEC a de même averti dans son dernier rapport que toute nouvelle infrastructure fossile rendra plus difficile la limitation du réchauffement climatique à 1,5°C ou même 2°C, ce qui nécessitera davantage d'émissions négatives et augmentera les incertitudes.<sup>68</sup> Avec un impact significatif à court terme, le méthane est l'un des leviers les plus importants pour limiter le réchauffement climatique. Les émissions de méthane pourraient diminuer rapidement, et ne seraient plus présentes dans l'atmosphère en quelques décennies. Pour y parvenir, l'arrêt de la production et de la combustion des gaz fossiles, encore plus quand il s'agit de GNL, est l'une des rares solutions rapides dont nous disposons.



# References

1. GIEC, [Climate Change 2022](#), 2022

2. Voir le [communiqué de presse](#) de Bercy, novembre 2021.

3. Agence internationale de l'énergie, [Net Zero by 2050](#), 2021

4. AIE, [World Energy Outlook](#), 2022

5. Glasgow Financial Alliance for Net Zero est une coalition d'environ 500 institutions financières engagées dans la transition de l'économie mondiale vers des émissions nettes nulles de gaz à effet de serre. Pour plus d'information sur les engagements, retrouvez notre analyse [Strengthened Race to Zero criteria require GFANZ to support fossil fuels phase-out](#)

6. Commissariat général au développement durable, [Climat : quelle évolution des émissions mondiales de CO2 depuis 30 ans](#), 2021

7. Network for Greening the Financial System, [NGFS Scenarios Portal](#), 2022

8. Bank of England, [Breaking the tragedy of the horizon - climate change and financial stability](#), 2015

9. Climate Champions, ['Race to Zero' campaign updates criteria to raise the bar on net zero delivery](#), 2022

10. TotalEnergies a reçu un prêt Revolving Credit Facilities de US\$8 milliards en avril 2022 grâce au rôle moteur de BNP Paribas, Crédit Agricole et Société Générale, et la participation de Natixis. BP a émis €2 milliards d'obligations en janvier 2022, dont €667 millions grâce à BNP Paribas et Crédit Agricole. EIG Global Energy Partners, détenue à 49% par Aramco Oil Pipelines Company, a émis US\$2,5 milliards d'obligations en janvier 2022 avec le soutien de BNP Paribas, Natixis, Crédit Agricole et la Société Générale.

11. Urgewald, [Global oil and gas exit list](#), 2021

12. Page 279 du rapport de l'AIE, [World Energy Outlook](#), 2021

13. Dans le secteur électrique, le développement du renouvelable a seulement permis de répondre à 65% de la hausse de la demande depuis 2010 selon le World Energy Outlook 2021 de l'AIE

14. IOPscience, [Existing fossil fuel extraction would warm the world beyond 1.5 °C](#), 2022

15. GIEC, [Summary for Policymakers](#), 2022

16. One Earth Climate Model, [Limit Global Warming to 1.5°C](#), 2022

17. UNEPFI, [United Nations Environment – Finance Initiative](#), 2022

18. Principalement un recours excessif aux technologies de capture de carbone

19. International Institute for Sustainable Development, [Lighting the Path](#), 2022

20. Bloomberg, [Let's Talk About Russia's Other Gas Export Bonanza](#), 2022

21. EGlobal Energy Monitor, [How Long Does it Take to Build an LNG Export Terminal in the United States?](#), 2022

22. Reclaim Finance, [Liquified Gas, Solid Problem](#), 2022

23. Commission Européenne, [Commission kick starts work with EU national authorities to speed up permit-granting procedures for renewable energy projects](#), 2022

24. AIE, [A 10-Point Plan to Reduce the European Union's Reliance on Russian Natural Gas](#), 2022

25. AIE, [7th Annual Global Conference on Energy Efficiency](#), 2022

26. L'Agefi, [Le marché du gaz européen reste sous pression](#), 2022

27. Les terminaux développés en plusieurs phases indépendantes sont comptabilisés comme des infrastructures distinctes

28. Les 16 nouveaux projets sont des nouveaux projets ou des extensions de terminaux existants

29. Reclaim Finance, [Taxonomie - synthese et analyse de l'acte delegue du 2 fevrier 2022](#), 2022

30. Reclaim Finance, [Taxonomie durable : nouveau standard de greenwashing institutionnel européen](#), 2022

31. International Institute for Sustainable Development, [Lighting the Path](#), 2022

32. AIE, [World Energy Outlook](#), 2022

33. Agence internationale de l'énergie, [Carbon Dioxide Emissions Coefficients by Fuel](#), 2022

34. Don't Gas Africa, [Open Letter](#), 2022

35. Plusieurs acteurs financiers maintiennent leurs soutiens aux entreprises dites en transition, avec des définitions souvent sommaires, sans détailler les seuils retenus. Par exemple AXA fait une exception pour les entreprises qui ont les capacités financières et l'ambition de redéployer leurs capitaux dans les énergies renouvelables et les nouvelles solutions énergétiques, qui contrôlent les émissions de gaz à effet de serre et qui ont certains critères de gouvernance et de transparence, et BNP Paribas fait une exception pour les entreprises ayant les plans de transition les plus crédibles vers une économie nette zéro d'ici 2050 sur la base de critères tels qu'un engagement public à s'aligner sur une stratégie à 1,5°C, un programme d'investissement orienté vers la diversification, un niveau d'émissions de gaz à effet de serre mesuré et déclaré annuellement.AXA, [Group Energy Policy](#), 2021 BNP Paribas, [Climate analytics and alignment report](#), 2022

36. CA100+, [Climate Action 100+ Net Zero Company Benchmark shows continued progress on net zero commitments is not matched by development and implementation of credible decarbonisation strategies](#), 2022

37. Climate Action 100+, [Oil and Gas companies](#), 2022

38. Urgewald, [Global oil and gas exit list](#), 2021

39. Retrouvez [l'ensemble des données](#) et les détails de nos calculs

40. Rystad Analytics, [From debt to dividends: how did the majors spend 2021's mega profits?](#), 2022

41. Reclaim Finance, [Major Failure](#), 2022

42. Transition Pathway Initiative, [Oil & Gas 2022](#)

43. CA100+, [Climate Action 100+ Net Zero Company Benchmark shows continued progress on net zero commitments is not matched by development and implementation of credible decarbonisation strategies](#), 2022

44. CA100+, [Climate Action 100+ Net Zero Company Benchmark shows continued progress on net zero commitments is not matched by development and implementation of credible decarbonisation strategies](#), 2022

45. AFG, [Guide sur l'élaboration d'une stratégie énergies fossiles à destination des sociétés de gestion de portefeuille](#), 2021

46. Capital Monitor, [Analysis: Divestment and engagement go hand in hand](#), 2021

47. Reclaim Finance, [The asset managers fueling the climate chaos](#), 2022

48. Urgewald, [Global oil and gas exit list](#), 2021

49. TotalEnergies, [2022 Strategy & Outlook](#), 2022

50. A la suite d'un changement de reporting de TotalEnergies, la division "Renouvelable et Electricité" inclut également la division "Nouvelles molécules" dans la présentation investisseur 2022. Cette division comporte notamment les biocarburants et l'hydrogène.

51. Les entreprises Eneos, Eni, Equinor, GALP, PTTEP, Repsol, Shell, et TotalEnergies ont ajouté 80GW de capacité de production d'électricité renouvelable (solaire et éolien, dont une partie croissante de solaire avec stockage) entre 2018-2021 à leurs capacités totales à travers des opérations de fusion-acquisition Deloitte, [2022 oil and gas M&A outlook](#), 2022

52. C'est le cas notamment des banques françaises : Voir le communiqué de la Fédération Bancaire Française, [Pétrole de schiste, gaz de schiste et sables bitumineux : les six plus grandes banques françaises s'engagent sur les hydrocarbures non conventionnels](#), 2021

53. Direction générale du Trésor, Bruno Le Maire et Olivia Grégoire encouragent la Place de Paris à redoubler d'efforts afin d'accélérer le développement d'une finance verte, 2020

54. AMF, L'AMF et l'ACPR publient leur troisième rapport sur le suivi et l'évaluation des engagements climatiques des acteurs de la Place de Paris, 2022

55. L'Observatoire de la Finance Durable dans [Les stratégies d'alignement sur les hydrocarbures non conventionnels](#) en 2021 définit une liste détaillée des pétrole et gaz non-conventionnels.

56. Les entreprises dont plus de 30% de l'activité provient du pétrole et gaz de schiste, des sables bitumineux et du pétrole extra-lourd sont également exclus

57. AIE, [The Oil and Gas Industry in Energy Transitions](#), 2020

58. Environmental Defense fund, [Transferred Emissions: How Risks in Oil and Gas M&A Could Hamper the Energy Transition](#), 2022

59. Offshore Technology, [COP26: what are scope 3 emissions and why does oil hate them?](#), 2022

60. TotalEnergies, [Indicateurs climat](#), 2022

61. U.S. PIRG Education Fund, Environment America Research & Policy Center et Frontier Group, [Methane Gas Leaks](#), 2022

62. National Energy Technology Laboratory, [Life cycle greenhouse gas perspective on exporting liquefied natural gas from the United States](#), 2019

63. UNEP, [Les émissions de méthane sont à l'origine du changement climatique. Voici comment les réduire](#), 2021

64. Carbone 4, [Importations de gaz naturel : tous les crus ne se valent pas](#), 2021

65. UNEP, [Les émissions de méthane sont à l'origine du changement climatique. Voici comment les réduire](#), 2021

66. Données issues de Rystad Energy Ucube

67. UNEP, [Évaluation mondiale du méthane : avantages et coûts de l'atténuation des émissions de méthane](#), 2022

68. GIEC, [Climate Change 2022: Mitigation of Climate Change](#), 2022

# Credits

AdobeStock

26

27



# **LES 10 IDÉES REÇUES CONTRE L'ACTION CLIMATIQUE**

## **Mémo à l'attention de la Place financière de Paris**

Reclaim Finance est une association affiliée aux Amis de la Terre France fondée en 2020 et 100% dédiée aux enjeux liant finance et justice sociale et climatique. Dans le contexte d'urgence climatique et de perte de biodiversité, une des priorités de Reclaim Finance est de contribuer à l'accélération de la décarbonation des flux financiers. Reclaim Finance lance l'alerte sur les impacts de certains acteurs financiers, dénonce les pratiques les plus nocives et met son expertise au service des autorités publiques et des acteurs financiers désireux de transformer les pratiques existantes de manière à les soumettre aux impératifs écologiques.

**[contact@reclaimfinance.org](mailto:contact@reclaimfinance.org)**

